**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DE LA PLAINE DU RHIN**

**REGLEMENT
DISTRIBUTION D'EAU**

2016

SIAEP DE LA PLAINE DU RHIN REGLEMENT

1. LA DISTRIBUTION DE L'EAU	2
1.1 La fourniture de l'eau	2
1.2 La qualité de l'eau fournie	2
1.3 Les engagements du service	2
1.4 Les règles d'usage de l'eau et des installations	2
1.5 Les interruptions de service	3
1.6 Les modifications prévisibles et les restrictions du service	3
2. LE CONTRAT D'ABONNEMENT	4
2.1 La souscription du contrat	4
2.2 La durée et la résiliation du contrat de fourniture	4
2.3 Les utilisations temporaires	4
2.4 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements	4
3. LA FACTURE	5
3.1 Présentation de la facture	5
3.2 Actualisation des tarifs	5
3.3 La périodicité de la facture	5
3.4 Le relevé de la consommation	5
3.5 Cas de l'habitat collectif	6
3.6 Paiement des factures d'eau	6
3.7 Non paiement des factures et vol d'eau	6
4. LE BRANCHEMENT	7
4.1 La description	7
4.2 Installation et mise en service d'un branchement	7
4.3 Lotissements et intégration des réseaux privés en domaine public	7
4.4 La réalisation des travaux de terrassements	8
4.5 Paiement	8
4.6 Régime des extensions de réseau réalisées à l'initiative des particuliers	8
4.7 L'entretien, la réparation et le renouvellement	8
4.8 Responsabilité	9
4.9 Branchements non conformes	9
4.10 Modification ou suppression du branchement	9
4.11 Fermeture du branchement	9
4.12 Installations intérieures – Cas particulier	9
5. COMPTEURS	10
5.1 Les caractéristiques du compteur	10
5.2 Installation du compteur	10
5.3 Vérification du compteur	10
5.4 L'entretien et le renouvellement du compteur	10
6. LES INSTALLATIONS PRIVEES	11
6.1 Les règles générales	11
6.2 Le service incendie privé	11
6.3 Les fuites sur installations privées (après compteur)	11
7. INCENDIE	12
8. CONDITIONS D'APPLICATION ET DE MODIFICATION DU REGLEMENT	13
8.1 Date d'application	13
8.2 Modification du règlement	13
8.3 Clauses d'exécution	13

Le règlement établi par le Syndicat Intercommunal d’Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de la Plaine du Rhin a été adopté par délibération du 00/00/2015 ; il définit les obligations mutuelles du SIAEP et des abonnés.

Dans le présent règlement :

- Le SIAEP de la Plaine du Rhin, collectivité dotée de la compétence eau
.....est dit le SIAEP
- toute personne physique ou morale, titulaire d’un contrat d’abonnement du SIAEP de la Plaine du Rhin. Elle peut être propriétaire, locataire, occupant de bonne foi ou gestionnaire de l’immeuble
.....est dit l’ABONNE

Le règlement de service est remis à tout demandeur d’abonnement par le SIAEP de la Plaine du Rhin dont le siège est fixé à Neuf-Brisach.

I. LA DISTRIBUTION DE L'EAU

La distribution de l'eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable des abonnés (production et traitement de l'eau, distribution et contrôle de la qualité de l'eau, gestion des services).

I.1 La fourniture de l'eau

L'eau est fournie uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

I.2 La qualité de l'eau fournie

Le SIAEP est tenu de fournir une eau respectant constamment les normes de qualité sanitaires imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, le service sera exécuté selon les dispositions des articles 1.5, 1.6 et 7 du présent règlement.

L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier par l'Agence Régionale de Santé (ARS). Les résultats sont communiqués aux abonnés au moins une fois par an. Ces valeurs sont également disponibles au siège du SIAEP. L'abonné peut contacter à tout moment le SIAEP pour connaître les caractéristiques de l'eau distribuée sur le territoire de la collectivité ou consulter le site « sante.gouv.fr ».

Le SIAEP est tenu d'informer sans délai l'ARS et ses communes membres de toute modification de la qualité de l'eau susceptible d'avoir des répercussions sur la santé des consommateurs.

I.3 Les engagements du service

Le SIAEP est tenu :

- de fournir de l'eau à toute personne physique ou morale de bonne foi ayant demandé un abonnement dans la limite des capacités des ouvrages
- d'assurer la continuité du service sauf circonstances exceptionnelles : accidents et interventions obligatoires sur le réseau, incendie, mesures de restriction imposées par le préfet
- de communiquer à l'abonné les devis, les dates de coupures d'eau pour travaux ainsi que la date de relève des compteurs.

I.4 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En s'abonnant au SIAEP, l'abonné s'engage à respecter les règles d'usage de l'eau qui lui interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour son usage personnel (l'eau ne peut être cédée ou mise à disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie)
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de son contrat
- de prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.
- de modifier l'emplacement de son compteur, d'en gêner le bon fonctionnement ou l'accès, d'en briser le dispositif de protection (plombage)

De même, il s'engage à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à disposition. Ainsi, il ne doit pas porter directement ou indirectement atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier :

- en étant à l'origine de phénomènes de retour d'eau non contrôlés, d'introduction de substances nocives ou non désirables (voir article 6.1)
- en utilisant des appareils susceptibles de créer indirectement une surpression ou une dépression dans le réseau public
- en reliant entre elles des installations hydrauliques alimentées d'une part par le réseau public et d'autre part par une eau d'une autre provenance (puits, forage privé, passage dans un réservoir particulier...)
- en réalisant sur son branchement des opérations autre que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêt ou du robinet de purge
- en utilisant les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques
- en désinstallant le clapet anti-retour

Il lui est en outre interdit de manoeuvrer les appareils du réseau public (vanne de réseau, bouche de lavage, poteau d'incendie ...).

Toute infraction à cet article expose l'abonné à des poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres abonnés.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, l'abonné n'a pas suivi les prescriptions du SIAEP ou présenter des garanties suffisantes dans le délai fixé, son contrat est résilié et son compteur enlevé.

Dans ces conditions, les frais de réouverture sont fixés à cinq fois la valeur d'une réouverture normale prévue au tarif ci-annexé. L'abonné doit avertir le SIAEP en cas de prévision de consommation exceptionnelle (travaux, remplissage piscine, changements d'usage...).

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le SIAEP, l'agence régionale de santé, ou tout autre organisme mandaté par le SIAEP sont autorisés à faire effectuer toute vérification.

1.5 Les interruptions de service

Le SIAEP ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un accident (rupture de canalisation...) ou en cas de force majeure (gel, sécheresse...)

Dans toute la mesure du possible, le SIAEP avertit les clients quarante-huit heures à l'avance des interruptions de service, quant elles sont prévisibles (réparation ou entretien).

Durant l'interruption, l'abonné s'assure de la fermeture des robinets sur ses installations, la remise en eau intervenant sans préavis.

1.6 Les modifications prévisibles et les restrictions du service

Dans l'intérêt général, le SIAEP peut procéder à la modification (provisoire ou définitive) du réseau de distribution et/ou à la modification de la pression, sous réserve, d'avertir, en temps opportun, les abonnés des conséquences desdites modifications.

En cas de force majeure ou de pollution de l'eau, le SIAEP a le droit d'imposer, à tout moment, sur réquisition des autorités sanitaires, une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

2. LE CONTRAT D'ABONNEMENT

Pour être alimenté en eau potable, l'abonné doit souscrire un contrat d'abonnement.

2.1 La souscription du contrat

Le contrat d'abonnement peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi ou le syndicat de copropriétaires représenté par son syndic. Pour souscrire un contrat, il suffit d'en faire la demande par courrier (postal, électronique ou fax) ou par simple visite.

Le demandeur recevra le règlement du service, copie du contrat signé par les deux parties ainsi que les tarifs.

Le contrat d'abonnement prend effet :

- à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective)
- soit après la pose du compteur d'eau.

2.2 La durée et la résiliation du contrat de fourniture

Le contrat est souscrit pour une durée indéterminée. Sa résiliation est possible à tout moment par courrier (postal, électronique ou fax) ou par simple visite. Une facture d'arrêt de compte établie à partir du relevé de la consommation d'eau est alors adressée. Elle comprend les frais de fermeture du branchement, sauf dans le cas où il y a continuité avec l'abonné suivant (le branchement n'est pas fermé). Dans ce cas, la résiliation prend effet à la date d'arrivée du successeur et le SIAEP adresse à l'abonné précédent une facture d'arrêt de compte. Cette facture sera établie sur la base de l'index du successeur.

Lors de son départ définitif, l'abonné ferme le robinet d'arrêt au compteur ou demande, en cas de difficultés, l'intervention du SIAEP ; ce dernier ne peut être tenu pour responsable des dégâts causés sur des installations privatives du fait de fuites consécutives à des robinets laissés ouverts.

Toute intervention du SIAEP sera facturée au tarif annexé.

2.3 Les utilisations temporaires

Dans le cas d'utilisation temporaire du service de l'eau (forain, chantier, prestataires de service sur réseaux, remplissage de piscine, un forfait sera demandé.

2.4 L'individualisation des contrats en immeuble collectif d'habitation et ensemble immobilier de logements

L'individualisation des contrats de fourniture d'eau peut être mise en place à la demande du propriétaire, ou son représentant, ou d'un habitat collectif (immeuble collectif, lotissement). Cette individualisation est soumise à la mise en conformité des installations intérieures de l'habitat collectif détaillé en annexe du règlement. Ce document fixe les conditions administratives, techniques et financières de l'individualisation.

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place, tous les logements doivent souscrire un contrat d'abonnement individuel.

Dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif, seul le dispositif de comptage individuel comprenant uniquement le compteur et le dispositif de lecture à distance posé sur les installations de distribution d'eau avant chaque local individuel est considéré comme propriété de la collectivité.

Les installations intérieures de distribution d'eau situées entre le compteur principal et les compteurs individuels ne sont pas des ouvrages publics et appartiennent au propriétaire de l'immeuble ou copropriétaires.

En application de la circulaire 204-3 UHC/QC4/3 du janvier 2004, le SIAEP exigera la pose de compteurs et l'installation en amont de vannes de sectionnement qui doivent être verrouillables avant les compteurs individuels et en aval de dispositifs de protection contre les retours d'eau conformes à la réglementation en vigueur et adaptées aux usages prévus.

Dans le cas où les compteurs individuels se trouveraient dans des endroits où l'accessibilité n'est pas garantie, le SIAEP imposera le matériel permettant la relève à distance des consommations.

Dans le cadre de travaux de renouvellement intégral des installations intérieures ou d'installations neuves, les compteurs ainsi que les vannes de sectionnement seront posés à l'extérieur des appartements.

3. LA FACTURE

3.1 Présentation de la facture

La présentation de la facture est conforme aux prescriptions réglementaires, elle sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

Les factures comportent les dépenses relatives à la fourniture d'eau et d'assainissement. Elles se détaillent comme suit :

Pour le compte du SIAEP : facture d'eau

- la location compteur (part fixe)
- la consommation d'eau
- les redevances reversées aux organismes publics (agence du Bassin Rhin Meuse)

Pour le compte de la communauté de communes du Pays de Brisach : facture d'assainissement

- abonnement (part fixe)
- assainissement (basé sur les m3 d'eau facturés)
- les redevances reversées aux organismes publics (agence du Bassin Rhin Meuse)

Les produits encaissés au titre de l'assainissement sont totalement reversés à la communauté de communes du Pays de Brisach.

Tous les éléments de la facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

3.2 Actualisation des tarifs

Les tarifs peuvent être revus annuellement

- par le SIAEP
- par décision des organismes publics concernés
- par voie législative ou réglementaire pour les taxes

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au SIAEP, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture. Les tarifs sont apposés au tableau officiel d'affichage.

3.3 La périodicité de la facture

Les factures sont éditées semestriellement, sur la base des m3 effectivement consommés. Toute modification de la périodicité fera l'objet d'une décision du SIAEP.

3.4 Le relevé de la consommation

Le relevé de la consommation d'eau est effectué deux fois par an. Toute modification du nombre de relevés fera l'objet d'une décision du SIAEP. La relève des compteurs représentant annuellement une charge de travail significative, la période de relève et de facturation pourra être différente pour chaque commune membre du syndicat.

L'abonné doit faciliter l'accès aux agents du SIAEP chargés de relever le compteur.

Si le compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance. Il faut néanmoins, faciliter l'accès des agents du SIAEP chargés de l'entretien et du contrôle périodique du compteur et des équipements de transfert associés placés en propriété privée.

Si, au moment du relevé, l'agent du SIAEP ne peut accéder au compteur, la consommation est provisoirement estimée sur la base de la période antérieure. Le compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant. Cependant le client peut transmettre l'index du compteur par l'intermédiaire d'une carte de relève, laissée sur place, ou par tous autres moyens à sa convenance, dans un délai de trois jours.

Pour les compteurs équipés d'un dispositif de relevé à distance, en cas d'écart manifeste, entre les valeurs fournies par le dispositif et le relevé direct, ce dernier est pris en compte pour le calcul de la consommation.

En cas de blocage du compteur, la consommation est supposée égale à la période antérieure équivalente, sauf preuve contraire apportée par l'une des parties.

Le contrôle par l'abonné de la consommation au compteur est possible à tout moment.

Dès lors que sur une période de deux ans, le releveur n'a pu procéder à une relève effective du compteur, l'abonné est invité, par lettre, à permettre le relevé dans un délai de deux jours ouvrés.

3.5 Cas de l'habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place :

- un relevé de tous les compteurs est effectué par le SIAEP, à la date d'effet de l'individualisation
- la différence de m³ entre le compteur général et le total des compteurs individuels sera facturée au propriétaire, au syndic, au gestionnaire selon le cas
- chaque contrat fera l'objet d'une facture individuelle.

3.6 Paiement des factures d'eau

Sur demande commune du propriétaire et du locataire, les factures pourront être encaissées auprès du locataire, le propriétaire restant toutefois toujours garant. Cependant, le propriétaire est toujours tenu de signaler par écrit au syndicat tous déménagements de ses locataires 8 jours avant le terme prévu. Il en est de même pour l'emménagement de nouveaux locataires. Dans le cas contraire, le propriétaire reste redevable de toutes les consommations, les locations de compteurs ainsi que de toutes les taxes et redevances. Le syndicat ne pourra, en aucun cas, être mis en cause dans un litige opposant propriétaire et locataire. Toutes les factures sont payables au trésor public.

Si le titulaire d'un abonnement vient à décéder, ses héritiers ou ayants-droits seront responsables solidairement et indivisiblement, vis-à-vis du syndicat, de toutes les sommes dues en vertu dudit abonnement.

Toutes les factures sont payables comptant, nettes sans escompte dès leur réception. Leur recouvrement sera assuré par le trésor public pour le compte du SIAEP.

3.7 Non paiement des factures et vol d'eau

Le non paiement de factures sera sanctionné conformément aux textes en vigueur.

Toute personne utilisant frauduleusement de l'eau prélevée sur le réseau de distribution public sans compteur et autorisation du SIAEP se verra facturée une consommation minimale définie selon le tarif en vigueur.

En outre, le SIAEP se réserve le droit d'engager toute poursuite contre les contrevenants.

4. LE BRANCHEMENT

On appelle branchement le dispositif qui va de la prise sur la conduite de distribution publique jusqu'au compteur.

4.1 La description

Le branchement fait partie du réseau public et comprend les éléments suivants :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique
- le cas échéant, le robinet de prise d'eau sous bouche à clé
- la canalisation située tant en domaine public que privé
- le regard contenant le dispositif de comptage
- le dispositif d'arrêt (robinet avant le compteur)
- le compteur

Le réseau privé commence après le joint situé après le compteur.

Immédiatement, à l'aval, du compteur, sont disposés :

- un robinet après compteur
- le cas échéant, un dispositif de réduction de pression

Pour les immeubles collectifs, le compteur du branchement est le compteur général de l'immeuble.

Qu'il y ait eu signature d'un contrat d'individualisation de fourniture d'eau ou non, le branchement de l'immeuble s'arrête au joint de comptage général de l'immeuble. Toutefois, en cas d'individualisation sans compteur général, le réseau privé commence au joint après la vanne d'arrêt vers la nourrice de compteur individuel.

4.2 Installation et mise en service d'un branchement

Les branchements sont réalisés par le SIAEP qui définit les caractéristiques du branchement de manière à permettre son fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation, en fonction des besoins exprimés. Le branchement est réalisé, après acceptation de la demande par le SIAEP.

Le regard avec dispositif de comptage sera implanté dans le domaine public, en limite de propriété.

Un branchement ne peut desservir qu'un seul immeuble. De même, les immeubles indépendants ou contigus, doivent disposer chacun d'un branchement. Toutefois, des exceptions pourront être admises par le SIAEP, dans certains cas spéciaux laissés à son appréciation.

Les travaux d'installation sont réalisés par la société mandatée par le SIAEP. Le SIAEP peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter son débit, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau. Par ailleurs, le SIAEP peut exiger avant acceptation de la demande, la preuve que le demandeur est en règle avec les règlements d'urbanisme de la commune concernée ainsi qu'avec la réglementation sanitaire.

Suivant la nature ou l'importance des risques de retour d'eau (contamination par exemple) vers le réseau public, le SIAEP peut demander au propriétaire ou à la copropriété d'installer un dispositif de protection contre les retours d'eau, d'un niveau adapté à la nature des risques en plus du clapet anti retour. Ce dispositif devra bénéficier de la marque NF anti pollution. Il sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon entretien. Le certificat de contrôle réglementaire du dispositif devra être fourni sur simple requête du SIAEP.

La mise en service du branchement est effectuée par le SIAEP seul habilité à manœuvrer les robinets et prises d'eau sur la conduite de distribution publique. Cette mise en service n'est effectuée qu'après paiement intégral des travaux par l'abonné.

4.3 Lotissements et intégration des réseaux privés en domaine public

Les lotisseurs transmettront le dossier administratif au SIAEP, pour consultation. Les travaux d'extension du réseau d'eau sont à la charge du lotisseur.

Les réseaux de distribution d'eau potable destinés à alimenter, à partir du réseau public, les habitations et les autres locaux faisant partie d'un lotissement ou d'une opération groupée de constructions sont mis en place dans les conditions suivantes :

- a) la partie de ces réseaux constituée par les canalisations placées sous les espaces communs du lotissement ou du groupe de constructions, notamment sous la voirie, est mise en place sous réserve de l'approbation du SIAEP et financée par le constructeur, le lotisseur ou la collectivité qui le décide, dans les conditions fixées par le code de l'urbanisme pour la réalisation de nouveaux équipements des services publics

b) les essais de pression du réseau sont réalisés en présence d'un représentant du SIAEP. La désinfection est à la charge du lotisseur ainsi que les essais, prélèvements et analyses

c) une pré-réception doit être réalisée avant le raccordement, sur la base du plan de récolement qui sera fourni 8 jours avant la date de la pré-réception, afin de permettre au SIAEP de vérifier le fonctionnement et la conformité des organes essentiels au fonctionnement du réseau (vannes d'arrêt, vidanges, ventouses). Cette pré-réception fera l'objet d'un procès-verbal consignait des réserves éventuelles d'ordre technique. La levée des réserves permettra la réalisation du raccordement au réseau public par le SIAEP aux frais du lotisseur et la mise en eau après réception des résultats d'analyse d'eau conformes à la réglementation en vigueur. Une réception définitive aura lieu après les travaux de réalisation de la voirie définitive. Le SIAEP devra en être averti au moins 15 jours à l'avance pour faire une vérification de la conformité et du fonctionnement de l'ensemble des installations (y compris les branchements). Cette réception fera l'objet d'un procès-verbal consignait des réserves éventuelles. En cas de non-réalisation des prescriptions nécessaires à la levée des réserves, l'installation ne sera pas intégrée dans le patrimoine du SIAEP qui se réserve alors le droit d'installer un compteur général aux frais du lotisseur à l'entrée du lotissement, le réseau construit restant alors privé. L'aménageur devra fournir au SIAEP un plan complet des réseaux sous forme numérique selon les prescriptions du service.

4.4 La réalisation des travaux de terrassements

Tous branchements, pour immeubles individuels ou collectifs, seront réalisés par l'entreprise mandatée par le SIAEP.

4.5 Paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement (travaux, fournitures, réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge de l'abonné.

Avant l'exécution des travaux, le SIAEP fera parvenir un devis comprenant le coût des travaux augmentés des frais de gestion. Le devis est retourné au SIAEP signé par le demandeur. Le compteur sera mis en place, après paiement des travaux.

4.6 Régime des extensions de réseau réalisées à l'initiative des particuliers

Tout projet d'extension de réseau destiné à satisfaire les besoins en eau d'une ou plusieurs constructions individuelles (constructions nouvelles, réhabilitations et autres...) sera étudié en collaboration avec la commune d'implantation, le(s) demandeur(s) et le SIAEP. Les solutions techniques et financières seront adaptées aux réglementations en vigueur et l'accord sera entériné par convention.

4.7 L'entretien, la réparation et le renouvellement

Le SIAEP assure l'entretien, la réparation et le renouvellement de la partie de branchement tel que défini à l'article 4.1. L'abonné doit signaler sans retard au SIAEP tout indice d'un fonctionnement défectueux tel que bruit, baisse de pression, fuite, affaissement du sol et autres.

Le SIAEP assure également l'entretien, le renouvellement et la réparation des parties de branchement situées dans les propriétés privées, y compris les travaux de fouille et de remblais nécessaires. L'abonné est informé de la date de ces interventions.

Le SIAEP ne pourra être tenu responsable de la non réalisation des interventions nécessaires sur les branchements lorsque cette non réalisation est la conséquence d'une impossibilité d'accès à l'intérieur d'une propriété. Dans ces conditions, le branchement pourra être fermé.

L'entretien, le renouvellement et les réparations visées ci-avant ne comprennent pas :

- la remise en état des lieux consécutive à ces interventions (la fermeture de la fouille est assurée par le SIAEP dans la limite d'un remblai et d'un compactage des fouilles dans les règles de l'art, à l'exclusion notamment des réfections de pelouses, d'enrobés, de plantations, de pavage et des travaux de terrassement supérieur à 1.50 m de profondeur, et de tout aménagement particulier de surface)
- les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné
- les frais de réparation pour la partie des branchements situés en domaine public résultant d'une faute prouvée de l'abonné

Ces frais sont à la charge de l'abonné. Le SIAEP réalisera ces travaux en propriété privée en veillant à réduire, dans toute la mesure du possible, les dommages causés aux biens.

Aucune construction ou plantation de végétaux à haute tige ne pourra être réalisé sur le tracé du branchement.

4.8 Responsabilité

L'abonné assure la garde et la surveillance des parties de branchement situées à l'intérieur des propriétés privées et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel.

Il incombe à l'abonné de prévenir immédiatement le SIAEP de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

Le SIAEP est responsable des dommages pouvant résulter du fonctionnement des branchements dans les cas suivants :

- lorsque le dommage a été produit par la partie du branchement situé dans le domaine public
- lorsque le SIAEP a été informé d'une fuite ou d'une autre anomalie de fonctionnement concernant la partie du branchement située dans le domaine privé et qu'il n'est pas intervenu.

La responsabilité du SIAEP ne pourra être recherchée dans les autres cas de fuites ou de mauvais fonctionnement des branchements.

Dans le cas où il serait reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance de l'abonné, les interventions du SIAEP pour entretien ou réparation sont à la charge de l'abonné.

La responsabilité du service ne couvre pas les altérations susceptibles de survenir dans les installations privées au-delà du point de livraison.

4.9 Branchements non conformes

Les branchements ne respectant pas les prescriptions des articles 4.1 et 4.2 sont modifiés au frais de l'abonné dès qu'une intervention devient nécessaire (en raison notamment d'une fuite, renouvellement, réhabilitation ou toute autre cause).

A cette occasion, le SIAEP se réserve le droit de déplacer le compteur en limite de propriété.

4.10 Modification ou suppression du branchement

La charge financière est supportée par le demandeur de la modification/suppression du branchement. Dans les cas où le demandeur est le SIAEP, les travaux seront réalisés et financés par le SIAEP.

4.11 Fermeture du branchement

A la demande de l'abonné :

En cas d'absence prolongée (maison vacante), l'abonné peut demander au SIAEP la fermeture du branchement. Le SIAEP procède alors à la dépose du compteur et suspend, en parallèle, l'abonnement (location compteur). Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge du demandeur.

A l'initiative du SIAEP :

La fermeture du branchement est nécessaire pour éviter les dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés. Afin d'éviter des accidents sur les installations intérieures, la réouverture du branchement est effectuée en présence de l'abonné ou après signature d'une décharge « dégâts des eaux ».

4.12 Installations intérieures – Cas particulier

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit en avvertir le syndicat. Toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite.

Dans le cas de branchements desservant des installations comportant des risques de contamination pour le réseau, le syndicat exigera la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF antipollution ou agréée par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui en assurera l'entretien, la surveillance et le bon fonctionnement conformément à la réglementation en vigueur. Le syndicat se réserve tout droit de contrôle.

Pour raisons de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites.

5. COMPTEURS

Le compteur est l'appareil qui permet de mesurer la consommation d'eau. Il est la propriété du SIAEP et est d'un modèle agréé. Le compteur peut être équipé d'un dispositif de relève à distance.

L'abri désigne l'endroit où est installé le compteur (regard, niche, local...).

5.1 Les caractéristiques du compteur

Le SIAEP fournit le compteur et détermine son calibre. Si le compteur n'est pas adapté au débit souhaité, le SIAEP peut remplacer le compteur. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

5.2 Installation du compteur

Le compteur est muni d'un système de scellés et généralement placé en domaine public, aussi près que possible de la limite de propriété ; il est situé de préférence à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible).

Le compteur est installé dans un abri spécial, conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Nul ne peut déplacer cet abri, ni en modifier l'installation ou les conditions d'accès sans autorisation du SIAEP.

Si un abonné habite dans un immeuble collectif, son compteur individuel doit être, lui aussi, accessible pour toute intervention. L'abri (local, niche...) est réalisé aux frais du propriétaire par l'installateur de son choix. Il doit être conforme aux prescriptions techniques communiquées par le SIAEP lors du devis visé à l'article 4.2.

Il doit être conservé, fermé pour éviter tout choc ou gel du compteur.

La présence d'objets lourds, encombrants, de manipulation difficile ou dangereuse sur l'abri du compteur est formellement proscrite.

5.3 Vérification du compteur

Le SIAEP peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur et du dispositif de relève à distance aussi souvent qu'il le juge utile. Les compteurs seront réétalonnés ou renouvelés selon la législation en vigueur, sauf les compteurs n'enregistrant que des débits des réseaux incendie.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification, de dépose et de pose sont à la charge de l'abonné. Si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont supportés par le SIAEP et le compteur est remplacé par ses soins et à ses frais. La facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

5.4 L'entretien et le renouvellement du compteur

L'entretien et le renouvellement du compteur et du dispositif de relève à distance sont assurés par le SIAEP, à ses frais.

L'abonné est tenu pour responsable de la détérioration du compteur et du dispositif de relève à distance, s'il est prouvé qu'il n'a pas respecté les consignes.

Si son compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont il n'est pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du SIAEP. En revanche, il est réparé ou remplacé aux frais de l'abonné dans les cas où :

- le dispositif de protection a été enlevé
- il a été ouvert ou démonté
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étranger, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau, chocs extérieurs etc...).

Toute modification ou dégradation du compteur ou du dispositif de relève à distance, toute tentative pour gêner son fonctionnement expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement.

6. LES INSTALLATIONS PRIVÉES

Les installations privées sont des installations de distribution situées à l'aval du branchement défini à l'article 4.1 (sauf compteur secondaire installé en cas d'individualisation) ou les installations de prélèvement ou de distribution d'eau provenant d'une ressource alternative.

6.1 Les règles générales

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du client ou du propriétaire par l'installateur de son choix.

L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés au SIAEP ou aux tiers tant pour l'établissement que pour le fonctionnement de ses installations dont l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité reste à son entière charge.

Le SIAEP est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations privées sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution d'eau (retour d'eau dans le réseau, interconnexion possible....).

De manière générale, les installations privées ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène sanitaires applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Conformément au règlement sanitaire, elles ne doivent pas être susceptibles de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou des parties communes d'immeubles (partie des installations privées comprises entre le compteur général de l'immeuble et les compteurs individuels).

Une attestation de conformité portant sur les installations ou parties d'installations nouvelles pourra être demandée afin de garantir à la collectivité que le propriétaire de l'installation concernée respecte les règles de protection du réseau public à hauteur des risques qu'il lui fait courir (obligation de résultats des art. R 1321-1 et suivants du code de la santé publique). Une attestation d'entretien des dispositifs spéciaux équipant ces installations pourra être demandée, à défaut le SIAEP est autorisé à contrôler la conformité des installations.

Le SIAEP se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée, notamment de faire changer tout appareil (surpresseur, détendeur, robinet de puisage...) pouvant provoquer un coup de bélier ; à défaut, un dispositif anti bélier peut être imposé. Ces modifications sont à la charge de l'abonné ou du propriétaire. L'emploi d'appareils pouvant mettre en dépression la canalisation publique à travers le branchement est interdit. Toute installation d'un surpresseur et/ou d'un disconnecteur est soumise à l'accord du SIAEP. Ces appareils doivent faire l'objet d'une vérification annuelle effectuée par une entreprise qualifiée. L'attestation de contrôle est à fournir au SIAEP tous les ans.

6.2 Le service incendie privé

Si le réseau le permet, l'abonné peut installer sous son entière responsabilité un système privé alimenté à partir du réseau d'eau potable.

6.3 Les fuites sur installations privées (après compteur).

En cas de fuites sur les canalisations privées, les m³ à facturer seront déterminés selon la réglementation en vigueur.

7. INCENDIE

Le SIAEP doit être immédiatement informé en cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, et de ce fait :

- l'abonné doit, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser le branchement
- les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement

La manœuvre des vannes sous bouche à clé est réservée au SIAEP et est interdite aux abonnés. Les services de lutte contre l'incendie peuvent manœuvrer les appareils de lutte contre l'incendie.

En cas d'incendie, toutes les conduites devront être mises à disposition des sapeurs pompiers.

Par ailleurs, jusqu'à l'extinction de l'incendie, les conduites principales pourront être fermées dans des rues entières si nécessaires sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

Au cas où la quantité d'eau serait insuffisante, le SIAEP ne pourrait en aucun cas être tenu pour responsable.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, le SIAEP doit en être averti huit jours à l'avance de façon à pouvoir y assister et, le cas échéant, inviter le service de protection contre l'incendie.